

Collectif pour la Défense des Terres Malgaches

Newsletter n° 3

Chers amis,

A la mi-janvier 2009, des responsables de la firme Daewoo Logistics, avaient publié qu'ils étaient bien ennuyés car le gouvernement malgache avait arrêté subitement toutes les démarches en cours, en raison du mécontentement des Malgaches et de leur opposition au projet qu'ils qualifiaient de « néocolonial ».

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/madagascar/4240955/Land-rental-deal-collapses-after-backlash-against-colonialism.html>

Le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches avait pourtant noté que la filiale malgache de Daewoo Logistics, Madagascar Future Entreprise (MFE Corp.), avait lancé plusieurs offres d'emploi sur internet pour recruter un (ou des) Regional Manager(s), ingénieur agronome ou autres, entre le 16 et le 20 janvier.

<http://www.jobmada.com/entreprise-madagascar/madagascar-future-entreprise-7642.html>

Depuis le 10 février, comme vous, nous avons appris dans la presse malgache et internationale que la firme Daewoo « pourrait retarder son projet de plantation de maïs » à cause de l'instabilité politique à Madagascar et de la baisse du cours mondial du maïs

<http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/7881319.stm>

et l'Express de Madagascar du 12 février

<http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=24421>,

En fait, les responsables de Daewoo n'annoncent pas qu'ils envisagent d'annuler leur projet. Il n'est question que de retard pour la culture de maïs. De plus, ce n'est qu'une éventualité et non une information. La culture d'huile de palme sur 300 000 ha n'est pas concernée.

Cela ne fait que renforcer la détermination du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches qui ne laissera pas la "clameur retomber" pour reprendre l'expression employée dans une analyse récente d'un journaliste africain sur l'échec du projet Daewoo à Madagascar.

Madagascar.Tribune.com, 20 février

<http://www.madagascar-tribune.com/Les-lecons-de-l-echec-de-la,11177.html>

article original tiré du blog African Agriculture

<http://africanagriculture.blogspot.com/2009/02/lessons-of-daewoos-failed-madagascar.html>,

En collaboration avec le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches, l'ONG internationale Peuples Solidaires lance un Appel Urgent destiné aux dirigeants de la maison-mère de la firme Daewoo en Corée du Sud pour amener ces derniers à abandonner ce projet inacceptable pour les populations malgaches et pour les citoyens du monde.

<http://www.peuples-solidaires.org/article915.html>

Nous vous invitons à participer à cet Appel urgent en complétant et en envoyant par voie postale – de préférence – ou par e-mail, une lettre de protestation au Président Directeur Général de Daewoo à Séoul, en Corée du Sud : ci-dessous.

Merci pour votre participation

Bien cordialement

21 février 2009

L'Equipe de Coordination du Collectif
pour la Défense des Terres Malgaches

✓ MADAGASCAR - DAEWOO FAIT MAIN BASSE SUR LA TERRE

(Appel n° 326 du 14 février au 1er juin 2009)



Depuis plusieurs mois, la presse fait largement écho d'un phénomène inquiétant pour des millions de petits paysans ayant toujours vécu dans l'extrême pauvreté et d'autant plus affaiblis par la crise alimentaire mondiale actuelle : le rachat massif de terres agricoles dans les pays du Sud par des Etats tiers et des investisseurs privés. Motifs annoncés : sécuriser l'approvisionnement alimentaire et investir dans une valeur sûre en période de crise. Au

détriment de qui ? Des populations locales - en particulier des petits paysans - qui ne sont malheureusement pas les bénéficiaires de ces investissements dont les produits sont destinés aux pays d'origine des capitaux. Dans ce monopoly de la terre au niveau mondial, le cas de Daewoo est particulièrement révélateur. En novembre 2008, l'entreprise sud-coréenne annonçait en effet avoir signé dès juillet 2008 avec le gouvernement malgache un accord portant sur l'exploitation d'1,3 millions d'hectares de terres, pour la production de maïs et d'huile de palme à destination de la Corée du Sud. Dans un contexte politique aujourd'hui très tendu à Madagascar, Daewoo et le gouvernement malgache multiplient les déclarations contradictoires, mais les organisations de la société civile malgaches sont particulièrement inquiètes et appellent à la transparence et au respect du droit des paysans à la terre.

Selon le Collectif pour la défense des terres malgaches, constitué en décembre 2008 en réaction à l'annonce faite par Daewoo, « l'opinion publique malgache, informée par la presse internationale, est particulièrement en alerte car plusieurs grands projets déjà en cours à Madagascar démontrent la réalité de contrats dont les termes conjuguent une exploitation drastique des richesses du pays par les investisseurs étrangers avec des bénéfices insignifiants pour la nation et les populations malgaches ». Ce Collectif a réagi en demandant au gouvernement l'arrêt immédiat des actions entreprises avec Daewoo, et la Plate-Forme nationale des organisations de la société civile de Madagascar a demandé toute la transparence sur la transaction annoncée puis démentie.

Souveraineté alimentaire en danger

Alors que Madagascar semblait s'être engagé depuis quelques années dans une réforme foncière pour sécuriser progressivement le droit des paysans à exploiter leurs parcelles, l'affaire Daewoo a réveillé soudainement les vieux démons d'un néo-colonialisme foncier menaçant la souveraineté alimentaire de l'Ile et les droits fondamentaux des paysans. En effet, l'accord de juillet 2008, annoncé dans la presse en novembre dernier [1] par Shin Dong-Hyun, directeur financier de Daewoo Logistics, portait sur la signature d'un bail emphytéotique de location pour 99 ans sur 1,3 millions d'hectares, c'est-à-dire la « moitié des terres arables » [2] du pays ! Le groupe sud-coréen indiquait également qu'il avait l'intention de se lancer dans la culture de maïs et la production d'huile de palme, pour « renforcer la sécurité alimentaire de la Corée du Sud » [3] et fournir la moitié des importations de maïs de la Corée. Toujours selon Daewoo, la production de maïs devait débuter en 2009 sur 2000 hectares. Au final, 1 million d'hectares de terres seraient consacrés au maïs et 300 000 aux palmiers à huile. Or, les termes du contrat en négociation ne prévoiraient apparemment pas de contrepartie financière. Le « prix de location » consisterait à investir dans les infrastructures nécessaires à la réalisation du projet (routes, irrigation et infrastructures de stockage des récoltes). Mais quel avenir pour les paysans dépossédés de leurs terres dans un pays où plus de 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté ?

Si les démentis publiés par Daewoo Logistics insistent sur le fait qu'aucun contrat n'a encore été signé, ils confirment la nature des prospections foncières entreprises sur l'Ile. Très embarrassées, les autorités malgaches ont indiqué en janvier dernier que « Daewoo n'est pas encore propriétaire du terrain soi-disant déjà acquis » [4]. Seule la prospection du terrain aurait été faite. Daewoo devait encore fournir un « business plan ». De nombreuses démarches seraient nécessaires avant l'approbation finale. Mais de nombreux témoignages de paysans locaux indiquent que les protagonistes de cette affaire sont passés à l'acte dans plusieurs régions. Le représentant de Daewoo dans le pays aurait déjà acquis près de 218 000 hectares dans différentes régions. Madagascar Futur Entreprise Group, filiale de Daewoo Logistics à Madagascar, aurait ainsi déposé, dans certains cas déjà couronnés de succès, des demandes d'acquisition de 94 182 hectares dans le district de Brickaville, 33 767 dans le district de Toamasina II, 40 000 dans le district de Vatovandri et plus de 50 000 dans le district de Maintirano. De vastes terrains dans la région Sava seraient déjà également en cours de transfert de propriété. D'autres demandes d'acquisitions seraient enregistrées.

Un cas tristement emblématique

Pour la société civile malgache, il y a deux façons de spolier les paysans et le peuple malgache pour lesquels la terre est un bien sacré et un patrimoine commun : la location de type Daewoo et l'octroi de vastes terres domaniales à un nombre restreint de privilégiés. Tout cela est particulièrement inacceptable. De nombreuses familles vont être directement spoliées par ces transactions qui se font dans la plus grande opacité. D'importants soupçons ont vu le jour quant à l'enrichissement personnel d'un petit nombre d'individus au sommet de l'Etat à l'occasion de cet accord. En outre, alors que les paysans rencontrent de grandes difficultés pour surmonter les procédures leur permettant d'acquérir des titres de propriété, le groupe Daewoo semble avoir bénéficié d'un traitement de faveur particulièrement insupportable pour la population, lui permettant de voir les dossiers d'acquisition de terrain traités rapidement. D'autres questions inquiètent les paysans de l'Ile et ont été déjà soulevés par les experts et la société civile malgache : les plantations de maïs et d'huile de palme destinées à l'exportation en Corée du Sud et ailleurs ne vont-elles pas dessécher les terres agricoles et détruire la biodiversité ? Les semences utilisées ne seront-elles pas transgéniques comme c'est déjà le cas dans plusieurs pays d'Afrique ? Par ailleurs, ce néo-colonialisme foncier ne se limite malheureusement pas à Madagascar, comme le montre le rapport de l'ONG GRAIN, paru en octobre 2008 [5], et détaillant des cas similaires de rachats de terre par des Etats et investisseurs privés. Dans tous les cas recensés, ce sont bien les populations locales, majoritairement paysannes, qui sont directement menacées par cette marchandisation de la terre.

Face à cet accaparement des terres agricoles, dont l'Affaire Daewoo est emblématique, et dans un climat de durcissement politique à Madagascar, les organisations de la société civile et la population demandent des réponses claires et précises et en appellent à notre solidarité.

POUR EN SAVOIR PLUS :

> **Le Collectif pour la défense des terres malgaches** s'est constitué en réaction à la transaction annoncée par Daewoo dans la presse. Vous trouverez une pétition adressée au gouvernement malgache sur le site <http://www.terresmalgaches.info>

> **Les Amis de la Terre** soutiennent cet Appel. Selon eux, les firmes des pays riches et émergents s'abattent sur le continent africain comme un nuage de crickets. Elles accaparent des terres afin d'assurer leur approvisionnement alimentaire et fournir le marché croissant des agro carburants. Espérant d'hypothétiques retombées économiques, des pays très pauvres accordent des concessions à des investisseurs étrangers sur des terres qui font cruellement défaut aux populations locales pour se nourrir. Madagascar en est le triste exemple. Cet appel sera diffusé dans le réseau des Amis de la Terre à 5000 exemplaires.

> Cet Appel est lancé dans le cadre de **la campagne FaimZERO** initiée par Peuples Solidaires et ActionAid et qui sera marquée cette année par l'organisation d'un Forum international sur l'accès à la terre, les 18 et 19 avril 2009 à Montreuil. Ce Forum est co-organisé par Peuples Solidaires, la Confédération Paysanne et la FNAB. **Pour en savoir plus et pour s'inscrire, télécharger le [programme et bulletin d'inscription](#)**

ECRIVEZ

> PAR COURRIER ELECTRONIQUE : Envoyez la lettre de protestation à M. KIM Jae-Yong, président du Groupe DAEWOO, [en cliquant ICI](#)

> PAR LETTRE POSTALE : Copiez le modèle de lettre de protestation ci-dessous (au bas de ce texte) ou téléchargez-le sur le site <http://www.peuples-solidaires.org/>. Vous pouvez aussi l'adapter à votre style. Adressez-le à l'adresse suivante :

Kim Jae-Yong President and CEO DAEWOO INTERNATIONAL CORPORATION 84-11(Yonsei Severance Building), Namdaemunno 5(o)-ga, Seoul 100-753, Korea C.P Box 2810, Seoul Corée

N'oubliez pas de préciser vos coordonnées et de signer ! (Timbre : 0,85€).

> Vous pouvez informer le Collectif de votre participation à cet Appel Urgent en adressant la lettre de soutien ci-dessous à l'adresse e-mail patrimoinemalgache@gmail.com ou à l'adresse postale :

Peuples Solidaires - Pour le Collectif pour la défense des terres malgaches 2B, rue Jules Ferry 93100 Montreuil (Tarif postal en vigueur pour la France)

Modèle de LETTRE DE PROTESTATION

Mes coordonnées :

Date :

Kim Jae Yong
Président and CEO
DAEWOO INTERNATIONAL
CORPORATION
84611 (Yonsei Severance Building),
Namdemunno
5 (o)-ga
Seoul 100-753, Korea
C.P Box 2810, Séoul
Corée

Mr Kim Jae-Yong,

I have been informed by “Peuples Solidaires”, Friends of the Earth-France and the “Collectif pour la défense des terres malgaches” of the negotiations going on between your company and the Government of Madagascar, regarding the 99-year lease of 1.3 m hectares of land to farm maize and palm oil for South Korea.

I am deeply concerned about the consequences this transaction would have on food sovereignty and access to land for farmers in the country and urge you to :- completely suspend ongoing actions and land surveys- demonstrate utmost transparency towards the population of Madagascar and the general public regarding the project, notably on the beneficiaries of the land lease fees, as you denied that the land was acquired for free. Ask from the Government of Madagascar the same transparency.- respect the right of farmers and population to use the land.

Sincerely yours,

TRADUCTION DE LA LETTRE DE PROTESTATION A DAEWOO :

Monsieur Kim Jae-Yong,

J'ai été informé/e par Peuples Solidaires, les Amis de la Terre et le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches, des négociations en cours entre votre entreprise et le gouvernement malgache, concernant la location pour 99 ans d'1,3 million d'hectares de terres pour produire du maïs et de l'huile de palme, à destination de la Corée du Sud. Je suis extrêmement préoccupé/e par les conséquences que cette transaction aurait sur la souveraineté alimentaire et l'accès des paysans à la terre pour les paysans de ce pays et vous exhorte à :

- ▶ suspendre complètement les actions engagées et les prospections foncière,
- ▶ faire preuve de la plus grande transparence vis-à-vis de la population malgache et de l'opinion internationale concernant ce projet, notamment sur les bénéficiaires du coût de la location foncière dont vous avez démenti la gratuité. Demander au gouvernement malgache de faire preuve de la même transparence,
- ▶ respecter le droit des paysans et des populations à disposer de leurs terres.

(Salutations)

LETTRE DE SOUTIEN

Chers amis du Collectif pour la défense des terres malgaches,

J'ai été informé/e par Peuples Solidaires, les Amis de la Terre et le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches, de la négociation en cours entre l'entreprise Daewoo et le gouvernement malgache, concernant la location pour 99 ans d' 1,3 million d'hectares de terres pour produire du maïs et de l'huile de palme, à destination de la Corée du Sud. Je suis extrêmement préoccupé/e par les conséquences que cette transaction aurait sur la souveraineté alimentaire et l'accès des paysans à la terre pour les paysans de ce pays et ai envoyé une lettre au PDG de Daewoo en Corée du Sud, l'exhortant à répondre immédiatement à vos demandes.

Solidairement,

[1] Cf. Article « La Corée du Sud relance la course aux terres agricoles », Jean-Pierre Tuquoi, Philippe Messmer et Sébastien Hervieu, 20/11/2008, Le Monde

[2] Cf. Article « Daewoo to Cultivate Madagascar Land for Free », Song Jung-a et Christian Olivier et Tom Burgis, 19/11/2008, Financial Times

[3] Ibid.

[4] Cf. Article « L'approbation n'est pas encore effective », 14/01/2009, Madagascar Tribune

[5] Rapport « Main-basse sur les terres agricoles », à télécharger sur <http://www.grain.org/briefings/?id=213>

Délai de réaction : jusqu'au 1er juin 2009